

taire du Canada. Les journaux prétendent qu'il se lie les mains et qu'il empêche les gouvernements, au Canada, d'obtenir des fonds à des taux raisonnables. D'après une nouvelle publiée récemment, le gouvernement canadien a restreint son accès au marché de l'argent, mais les entreprises canadiennes ont fait le contraire. Elles ont emprunté plus que les trois paliers de gouvernement ensemble et ont presque doublé leur financement par rapport à la même période il y a un an.

Quand, monsieur l'Orateur, nous sommes soumis à des pressions et qu'il est nécessaire de pratiquer l'austérité, si nous acceptons que chacun doit faire sa part dans ce domaine, pourquoi faut-il toujours imposer le fardeau au secteur public? Pourquoi le secteur privé est-il encouragé à agir presque à sa guise? Ce n'est pas le propre d'un gouvernement responsable, mais d'un gouvernement qui abdique ses responsabilités, qui se soustrait à son devoir qui consiste à s'assurer que les besoins de la population sont satisfaits grâce aux dépenses publiques. Pendant que le ministre s'abstient de contracter des emprunts, d'autres en profitent, avec le résultat que rien n'est changé en réalité. Les mêmes pressions s'exercent et les mêmes problèmes se perpétuent.

On peut espérer que le ministre a saisi le problème. Pour la première fois, il a présenté une mesure prévoyant un amortissement sélectif: l'amortissement sera interdit les deux premières années pour certains genres de construction. Bien que le principe soit bon et que nous l'ayons préconisé pendant longtemps, nous avons souligné que les leviers généraux qui orientent l'économie ne suffisent plus dans notre monde actuel et qu'il est impossible de régir et de gérer l'économie exclusivement par une politique fiscale et monétaire. Des mesures sélectives s'imposent.

Nous avons dit et redit à la Chambre que, même s'il est impossible de construire tous les hôpitaux, toutes les routes, toutes les écoles, toutes les superstations et tous les autres immeubles dont nous aurions besoin, de grands édifices commerciaux surgissent néanmoins au pays, et que de fois n'avons-nous pas exhorté le ministre à l'action. Un tel programme est décevant, car son manque de réalisme le voue à l'échec. Interrogé l'autre jour à la télévision, le ministre lui-même a concédé qu'on ne pourrait en tirer grand-chose. J'espère résumer ici ses propos assez fidèlement. Il a dit que certains pourraient peut-être se laisser influencer. J'ai eu l'occasion de parler de l'amortissement sélectif à différents groupes qui ont arrêté des projets de cons-

truction. Aucun ne songeait à retarder l'exécution de ses projets. Si le ministre avait été vraiment sérieux, il aurait pu nous présenter une politique de placements sélectifs. Mais il n'était pas vraiment sérieux. Il tenait simplement à nous faire voir qu'il comprenait le problème ou qu'il en connaissait quelque chose, et qu'il allait esquisser une ébauche de solution. Le projet d'amortissement sélectif qu'on nous présente ne produira rien de bon.

Nous avons critiqué ce budget pour bien des raisons. A notre avis, le ministre s'est mépris sur la situation économique. Il a exagéré l'importance de l'inflation au détriment d'autres exigences qui s'imposent au pays. Il semble s'intéresser très peu aux problèmes de la croissance de l'emploi et de l'agriculture. Nous voudrions traiter—en toute objectivité, nous l'espérons—de certaines dispositions que le budget aurait dû renfermer et de certains points qu'il aurait dû aborder.

Il y a, entre autres, l'agriculture qui traverse une crise en ce moment. Je viens d'une des régions les plus fortement industrialisées du Canada, celle de Waterloo. J'aimerais vous parler de l'importance que revêt l'agriculture au Canada. Lorsque les gens des régions agricoles exposent leurs problèmes, on se dit qu'ils parlent au nom de leur région, comme ils doivent le faire. Je trouve important, cependant, que nous, des régions industrialisées, nous préoccupions des difficultés qu'éprouvent les cultivateurs canadiens. L'industrie et les gens qui en vivent doivent beaucoup à l'agriculture, et c'est une dette qu'il convient de ne pas oublier.

L'agriculture est à un tournant. Des dangers sans précédents la menacent. Ils ne disparaîtront pas l'année prochaine ni l'année d'après. L'agriculture a toujours eu des difficultés, mais les difficultés présentes sont pires que la grêle, la sécheresse, la pénurie de wagons couverts, dont on parle beaucoup, l'humidité ou les prix insuffisants. Aujourd'hui, l'agriculteur traverse la plus profonde crise de sa vie. Tous les buts qu'il poursuivait pourraient lui échapper. Il pourrait avoir accumulé des années de labeur et de réinvestissement en pure perte. Et ce n'est pas seulement l'agriculteur de l'Ouest qui souffrira. Une quête désespérée de substituts pour le grain mettra au défi les agriculteurs de l'Est ontarien à brève échéance et ajoutera aux problèmes déjà nombreux que connaît l'agriculture de l'Est.

Que dit le budget à ce sujet? Rien du tout. Comment un gouvernement peut-il être aussi insensible aux souffrances des citoyens des Prairies? Quelle imprévoyance! Si le cultivateur disparaît, ce sont tous les moyens d'existence des Prairies qui disparaissent avec lui.